

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1219 - 23 juillet 1987 - 3 F

D 1219 CHILI: DOUZE OPPOSANTS ABATTUS

Une nouvelle affaire de répression secouait le Chili les 15 et 16 mai 1987: douze personnes étaient tuées par les forces de l'ordre au cours d'un affrontement armé. C'est du moins la version de la police. En réalité de nombreux secteurs sociaux du pays mettent en doute les circonstances exactes entourant la mort d'opposants qualifiés au régime. C'est ce qu'on peut lire ci-dessous (article tiré du bimensuel *Solidaridad*, n° du 27/6-16/7/87.

Note DIAL

Tant de doutes ont assailli les esprits devant la version officielle de la mort de douze personnes dans de prétendus affrontements avec la Centrale nationale d'information (CNI), les lundi 15 et mardi 16 juin, que des voix se sont aussitôt élevées pour demander que la justice fasse la clarté sur les événements réels.

Les appels sont partis de l'Ordre des avocats qui a demandé à la Cour suprême de désigner un magistrat instructeur; du cardinal-archevêque de Santiago, Mgr Juan Francisco Fresno; du secrétaire général de la conférence épiscopale, Mgr Sergio Contreras; et d'organisations professionnelles, étudiantes, politiques et de droits de l'homme.

La version officielle

Les parents des victimes ont entièrement rejeté la version officielle selon laquelle ces morts auraient résulté d'affrontements successifs qui se seraient produits entre midi du lundi 15 et l'aube du mardi 16 en divers points de la capitale.

D'après la version officielle, les enquêtes menées autour de caches d'armes, de l'attentat contre le chef de l'Etat, des attaques à main armée et des opérations contre divers locaux de la CNI, ont fait apparaître une piste ayant permis de localiser **Recaredo Ignacio Valenzuela Pohorecky**, fiché comme étant l'une des têtes du Front patriotique Manuel-Rodríguez et qui a été tué peu après midi du lundi dans la rue Alhué, Villa Colón, alors que l'économiste allait rendre visite à sa mère.

Le directeur de DINACOS, Iván Córdova, a déclaré que les papiers saisis à cette occasion ainsi que d'autres éléments ont permis de réaliser une série d'opérations au cours desquelles onze autres personnes ont été tuées et huit arrêtées.

Ce même lundi, vers 18 H 30, les agents de la sécurité ont tué **Patricio Acosta Castro**, à Villa Austral, commune de San Miguel. Dix minutes après minuit, les agents sont arrivés au n° 417 de la rue Varas Mena où ont été tués **Wilson Henríquez Gallegos** et **Juan Henríquez Araya**. Les grands-parents de ce dernier étaient des détenus-disparus. Une minute plus tard a été tué **Julio Guerra Olivares**, électricien de Valparaíso accusé d'avoir participé à l'attentat contre le général Pinochet. Finalement à 5 H 20 du mardi, les agents de la CNI sont arrivés au n° 582-A de la rue Pedro Donoso où ont été tués **Manuel Valencia Calderón**, **Ricardo Rivera Silva**, **Cristián Silva Soto**, **José Valenzuela León**, **Elizabeth Escobar Mondaca**, **Ester Cabrera Hinojosa** et **Patricia Quiroz Nilo**, conjointe de Patricio Acosta Castro.

D 1219-1/3

Le ministre secrétaire-général du gouvernement, Francisco Cuadra, a considéré comme *"hautement criticables les tentatives des secteurs d'opposition, au mépris de la gravité de l'existence dans notre pays de groupes armés comme le Front Manuel-Rodríguez, pour lancer des campagnes de suspicions sur certaines des circonstances ayant entouré l'affrontement entre les organes de sécurité et ces groupes para-militaires. Nous n'avons jamais refusé de tenir compte des critiques dans la mesure où elles sont fondées sur des faits réels et où elles ne relèvent donc pas d'affirmations irresponsables de secteurs politiques qui cherchent à gêner le travail des organes de sécurité et de police, par le moyen d'une campagne d'intimidation et de doute semé dans l'opinion publique"*. Le haut fonctionnaire a demandé aux tribunaux de prendre les mesures *"facilitant en priorité la poursuite des enquêtes propres à permettre le démantèlement de ces cellules extrémistes"*.

La maison de la rue Pedro Donoso

Pourtant, de nombreux doutes surgissent à la visite des locaux de la rue Pedro Donoso où sept personnes ont été tuées et où restent encore des signes de ce qui s'est passé.

Il s'agit d'une propriété divisée en deux. Dans le logement du côté de la rue Recoleta - à une cinquantaine de mètres - vit Francisco Tilleria avec sa femme et ses quatre enfants. Dans le logement contigu habitait jusqu'en mars dernier Daniel Tilleria, qui se trouve actuellement en Argentine.

Devant ce logement il y a un jardin d'environ 8 mètres de profondeur. Le mur de face de la maison présente une quarantaine d'impacts de balle mesurant environ 2 cm de diamètre. Les vitres de la seule fenêtre ont presque toutes été brisées. Dans une première pièce, une chambre à coucher, c'est le désordre le plus complet. Il y a trois grandes taches de sang, une de chaque côté de la fenêtre et une troisième contre le mur du fond de la pièce. Sur ce mur on peut compter une trentaine d'impacts. Près de la tache de sang se trouve un peigne de balles calibre Luger 9m/m. Sur une petite table près de la fenêtre trouée de balles, se trouve une bouteille de rhum ouverte, à moitié vide et un livre au titre de circonstance: "Bain de sang". On ne relève pas d'impacts de balles tirées de l'intérieur vers l'extérieur, c'est-à-dire sur la fenêtre, sur la murette séparant le jardin de la rue, sur les arbres voisins ni sur les murs de face des maisons voisines.

Autres pistes

Dans le passage allant de la chambre à coucher vers le fond de la courée, il y a encore une tache de sang. Là non plus on ne trouve aucun signe permettant de conclure qu'il y ait eu des tirs sous cet angle. On trouve dans la petite cuisine une autre tache de sang près d'un banc de bois contre un mur. Le banc porte des impacts de balles. Sur une table il y a une serviette en cuir de fabrication artisanale, de nombreuses photos en couleurs et une trousse plastique avec un nécessaire de toilette. Sous la table, près de la porte, deux peignes de grandes balles.

En direction du fond de la courée il y a un passage abrité sur lequel donnent trois pièces. La porte de ce passage, à double battant, a son cadenas cisailé. Il y a deux peignes de grandes balles près de cette porte. Au fond, une grande tache de sang et quelques habits, apparemment de femme: une blouse de petite taille, une veste en tissu côtelé couleur café et percée de plusieurs balles, une paire de chaussures et une paire de chaussettes jaunes à losange. Il n'y a aucun indice qu'on ait tiré des coups de feu de ce coin en direction de la porte d'entrée.

Sur ce passage donnent trois pièces, mais seule celle du milieu dispose d'une porte d'accès, dont le cadenas a également été cisailé. Sur la droite une salle à manger. Comme dans les autres pièces, c'est le désordre le plus complet. Il y a une grande tache de sang à côté d'un buffet, plusieurs impacts de balles sur le sol, et un couteau avec lequel on a apparemment essayé d'arracher les balles. Mais l'une d'elles est restée incrustée dans le sol. Là non plus on ne trouve aucun indice laissant entendre qu'on ait tiré en direction de la porte.

Logement inhabité depuis mars

Francisco Tilleria, fils du propriétaire et demeurant dans le logement voisin n'a pas... (1) "La maison était inhabitée depuis mars. Le samedi avant j'avais été acheter des copeaux et du bois pour ma cuisinière. Je suis entré dans le logement pour entreposer ça. Tout était normal, tout fermé. Le dimanche je suis venu donner un coup de balai pour ramasser les copeaux qui traînaient. C'était la même chose, inhabité. Le lundi je suis rentré du travail vers 19 H 30. J'ai fait comme d'habitude: j'ai pris une douche, j'ai joué un peu avec les gosses, j'ai mangé, je me suis couché et j'ai regardé un peu la télé. Vers 1 H du matin on dormait tous. Et on a été réveillés avec des coups de feu, vers les 5 H du matin du mardi..."

"Ouvre la porte, García!"

Une voisine confirme: "On a été réveillés vers les 5 H avec des tas de coups de feu! Ma soeur s'est mise à pleurer et à crier. Je lui ai dit: "Elcira, on va mourir". On se jette par terre quand j'entends quelqu'un qui dit de dehors: "Ouvre la porte, García!" On a sonné la sonnette, mais comment aller ouvrir en chemise de nuit! Un moment après j'entends un coup et la grille de la porte qui tombe. Alors je me suis décidée à sortir avec un châle sur les épaules. Il y avait là deux civils qui m'ont demandé de les laisser passer. Ils ont été partout. Je ne crois pas que quelqu'un soit entré jusqu'ici en venant de l'autre côté. Regardez la hauteur du mur, il est d'ailleurs fermé avec des planches et du grillage. Personne a pu passer. Quelques heures après les civils sont revenus. Ils se sont excusés pour la mauvaise nuit qu'ils nous ont fait passer, et ils ont ramassé toutes les balles qui étaient tombées dans notre jardin. Ils nous ont aussi demandé de signer des papiers. Tant nerveuses qu'on était, on les a même pas lus. Pour l'amour du ciel, qu'est-ce que ça peut bien être les papiers qu'on a signés?"

Autres doutes

Il n'y a pas seulement des doutes pour ces sept morts. L'attention est aussi attirée, par exemple, sur le fait que le corps de l'économiste Recaredo Valenzuela Pohorecky présente des impacts de balles dans le dos, à la tête, aux fesses et aux jambes. Il est également inexplicable que la maison de Villa Olímpica, où l'électricien Julio Guerra Olivares aurait affronté la CNI, ne présente aucun impact de balles sur le mur ni vitres brisées. Les beaux-parents de l'ouvrier ont démenti que le jeune homme de 29 ans ait participé à l'attentat contre le chef de l'Etat. "Ce jour-là, nous étions tous à la maison - déclare M. Donisio Alfaro - à Valparaiso et nous avons vu ensemble le flash de la télévision sur l'attentat. Nous l'avons d'ailleurs commenté. Si Julio avait été de la partie, il ne serait pas venu se jeter dans la gueule du loup!" Sa femme Cristina Ortiz demande "que la vérité soit faite. Je demande aux autorités d'en finir avec cette immense douleur. Qu'on laisse vivre ces jeunes! Qu'on leur donne du travail! Qu'on ne les traite pas comme Julio, qui ne peut plus se défendre".

La Cour suprême devrait décider de la nomination d'un magistrat instructeur extraordinaire pour enquêter à fond sur ces morts. En soutien à la demande de l'Ordre des avocats, un groupe de ceux-ci a présenté à ce haut tribunal un rapport sur les faits survenus rue Pedro Donoso. Parallèlement, la 21e chambre criminelle a reçu une plainte déposée par les avocats du Vicariat à la solidarité pour les crimes éventuels commis dans cette courée, tandis que les familles des douze victimes commençaient pour leur part d'autres démarches judiciaires.

La justice a dans ses mains une nouvelle responsabilité, plus sérieuse et plus vaste, sans aucun doute, que celle fixée par le secrétaire général du gouvernement.

[1] Passage manquant [NdT].

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 320 F - Etranger 380 F - Avion 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441